

- Chirurgie  
« Algemeen Ziekenhuis Zusters v. Barmhartigheid »  
Maître de stage : Dr De Kelver, L.  
Ronse
- Médecine interne  
« Elisabethziekenhuis »  
Maître de stage : Dr Lampaert, J.  
Sijsele-Damme
- Rhumatologie-Gériatrie  
« Elisabethziekenhuis »  
Maître de stage : Dr Poriau, St.  
Sijsele-Damme
- Chirurgie  
« V.Z.W. K.G.W. Sint-Augustinuskliniek »  
Maître de stage : Dr Swinnen, F.  
Veurne
- Chirurgie  
Clinique Saint-Gengoux  
Maître de stage : Dr Ruelle, J.L.  
Vielsalm

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 juillet 1985.

J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE  
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 85 — 2468

11 OCTOBRE 1985. — Arrêté royal  
concernant les eaux minérales naturelles et les eaux de source

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957;

Vu la directive 80/777/CEE du Conseil des Communautés européennes du 15 juillet 1980 relative au rapprochement des législations des États membres concernant l'exploitation et le commerce des eaux minérales naturelles;

Vu la directive 80/778/CEE du Conseil des Communautés européennes du 15 juillet 1980 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine;

Vu la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce;

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs, en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits;

Vu l'avis de la Commission consultative en matière de denrées alimentaires donné le 14 juin 1982;

Vu l'avis de l'Exécutif de la Région bruxelloise en date du 12 juillet 1985;

Vu l'avis de l'Exécutif flamand en date du 12 septembre 1985;

Vu l'avis de l'Exécutif de la Région wallonne en date du 13 septembre 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est indispensable de mettre sans délai les dispositions réglementaires en matière d'eaux minérales naturelles et d'eaux de source en concordance avec les directives précitées;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques, de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'État à la Santé publique et à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Au sens du présent arrêté on entend par :

1<sup>o</sup> source : un des points d'émergence naturel ou foré permettant le captage d'une eau provenant d'une nappe ou d'un gisement souterrain, la nappe ou le gisement étant situés dans des terrains dont la nature, l'épaisseur et l'étendue provoquent une filtration et en assurent la protection contre les risques de contamination;

- Heelkunde  
Algemeen Ziekenhuis Zusters v. Barmhartigheid  
Stagemeester : Dr. De Kelver, L.  
Ronse
- Inwendige geneeskunde  
Elisabethziekenhuis  
Stagemeester : Dr. Lampaert, J.  
Sijsele-Damme
- Reumatologie-Geriatrie  
Elisabethziekenhuis  
Stagemeester : Dr. Poriau, St.  
Sijsele-Damme
- Heelkunde  
V.Z.W. K.G.W. Sint-Augustinuskliniek  
Stagemeester : Dr. Swinnen, F.  
Veurne
- Heelkunde  
« Clinique Saint-Gengoux »  
Stagemeester : Dr. Ruelle, J.L.  
Vielsalm

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 15 juli 1985.

J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN  
EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 85 — 2468

11 OKTOBER 1985. — Koninklijk besluit  
betreffende natuurlijk mineraal water en bronwater

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd door de wet van 2 december 1957;

Gelet op de richtlijn 80/777/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 15 juli 1980 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der Lid-Staten inzake de exploitatie en het in de handel brengen van natuurlijk mineraal water;

Gelet op de richtlijn 80/778/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 15 juli 1980 betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water;

Gelet op de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken;

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten;

Gelet op het advies van de Consultatieve Commissie inzake voedingsmiddelen, gegeven op 14 juni 1982;

Gelet op het advies van de Brusselse Gewestexecutieve van 12 juli 1985;

Gelet op het advies van de Vlaamse Executieve van 12 september 1985;

Gelet op het advies van de Waalse Gewestexecutieve van 13 september 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende, dat het noodzakelijk is om zonder uitstel de reglementaire bepalingen inzake natuurlijk mineraal water en bronwater met de voornoemde richtlijnen in overeenstemming te brengen;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken, van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> bron : één van de natuurlijke of geboorde ontspringingspunten waar water kan worden gewonnen uit een onderaardse waterlaag of een grondwaterlaag, die gelegen zijn in gronden waarvan de aard, de dikte en de uitgestrektheid filtratie toelaten en bescherming ervan tegen besmettingsgevaar waarborgen;

2° *eau minérale naturelle* l'eau provenant d'une source et qui est caractérisée par :

- a) sa pureté microbiologique originelle;
- b) sa teneur en minéraux, oligo-éléments ou autres constituants et, le cas échéant, par certains effets.

La composition, la température et les autres caractéristiques essentielles de l'eau doivent demeurer stables dans le cadre de fluctuations naturelles; en particulier elles ne peuvent pas être modifiées par les variations éventuelles de débit;

3° *eau de source* : l'eau provenant d'une source et qui est caractérisée par :

- a) sa pureté microbiologique originelle;
- b) sa composition chimique et ses autres caractéristiques essentielles;

4° *microbisme normal* : la flore bactérienne sensiblement constante, constatée à l'émergence avant toute manipulation et dont la composition qualitative et quantitative est prise en considération pour caractériser l'eau.

**Art. 2. § 1er.** Il est interdit de mettre dans le commerce des eaux minérales naturelles et des eaux de source sans l'autorisation préalable du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, après rapport du service d'Inspection des denrées alimentaires.

Le rapport du Service d'Inspection des denrées alimentaires est basé sur un dossier introduit en double exemplaire par le requérant.

Les analyses chimiques et microbiologiques doivent être réalisées, aux frais du requérant, par un laboratoire agréé à cet effet qui procédera aux prélèvements des échantillons.

Pour les eaux de source, le dossier reprend notamment les éléments prévus à l'annexe, points I à III du présent arrêté.

La constance de la composition chimique sera prouvée par deux séries d'analyses portant chacune sur deux échantillons prélevés à huit jours d'intervalle, l'une faite au printemps et l'autre en automne. La constance de la composition microbiologique sera prouvée par deux séries d'analyses portant chacune sur trois échantillons prélevés à huit jours d'intervalle, l'une faite au printemps et l'autre en automne.

Pour les eaux minérales naturelles, le dossier reprend notamment les éléments prévus à l'annexe points II et III du présent arrêté. Le rapport tient compte de l'avis motivé du Conseil supérieur d'Hygiène et à la demande du requérant, de celui de l'Académie royale de Médecine.

Lorsqu'il est prouvé que l'eau provenant d'une nouvelle émergence d'une même nappe est de composition identique à celle d'une eau déjà reconnue comme eau minérale naturelle, le dossier ne doit pas reprendre les éléments fixés sous le point III, 4 de l'annexe.

L'autorisation de mise dans le commerce comprend l'autorisation d'utiliser les dénominations réservées « eau de source » et « eau minérale naturelle ».

§ 2. Pour les eaux minérales naturelles et les eaux de source importées, le dossier comprend une attestation officielle émanant des autorités étrangères compétentes certifiant qu'il s'agit d'une eau provenant d'une source, captée et conditionnée dans des conditions répondant aux critères fixés à l'annexe, points IV et V.

Cette attestation mentionnera également la dénomination commerciale utilisée dans le pays d'origine ainsi que les compositions chimique et microbiologique de l'eau.

Cette attestation sera accompagnée des éléments repris à l'annexe, point III, lorsque l'eau provient d'un pays dont la réglementation ne prévoit pas la reconnaissance officielle d'une eau minérale naturelle ou d'une eau de source.

L'autorisation de mise dans le commerce sera délivrée par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions ou par le fonctionnaire délégué.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux eaux minérales naturelles reconnues telles par les Etats membres de la CEE et dont la liste a été publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* et qui sont importées sous la même désignation que dans l'Etat membre d'origine.

§ 3. L'autorisation de mise dans le commerce de l'eau en tant qu'eau minérale naturelle ou en tant qu'eau de source est subordonnée notamment :

- 1° au respect des conditions d'exploitation prévues à l'annexe, point V;
- 2° à l'obligation de conditionner l'eau sur les lieux d'exploitation.

2° *natuurlijk mineraal water* : water afkomstig van een bron en dat wordt gekenmerkt door :

- a) zijn oorspronkelijke microbiologische zuiverheid,
- b) zijn gehalte aan mineralen, oligo-elementen of andere bestanddelen, en eventueel door bepaalde werkingen.

De samenstelling, de temperatuur en de andere essentiële kenmerken van het water moeten constant blijven binnen natuurlijke schommelingen; in het bijzonder mogen zij niet worden gewijzigd door eventuele variaties in het debiet;

3° *bronwater* : water afkomstig van een bron en dat wordt gekenmerkt door :

- a) zijn oorspronkelijke microbiologische zuiverheid;
- b) zijn chemische samenstelling en zijn andere essentiële kenmerken;

4° *normale microflora* : de nagevoeg constante bacteriënflora, die is vastgesteld bij het ontspringen vóór iedere behandeling en waarvan de kwalitatieve en kwantitatieve samenstelling voor het kenmerken van het water in aanmerking wordt genomen.

**Art. 2. § 1.** Het is verboden natuurlijk mineraal water en bronwater in de handel te brengen zonder voorafgaandelijke toelating van de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, na verslag van de Eetwareninspectie.

Het verslag van de Dienst Eetwareninspectie steunt op een dossier, dat in tweevoud door de aanvrager is ingediend.

De chemische en microbiologische analyses moeten worden verricht, op kosten van de aanvrager, door een daartoe erkend laboratorium, dat tevens zorg draagt voor de bemonstering.

Voor bronwater omvat het dossier onder meer de gegevens bepaald in de bijlage, punten I tot III van dit besluit.

De stabiliteit van de scheikundige samenstelling zal worden bewezen aan de hand van twee reeksen analyses van telkens twee monsters, die met een tussentijd van acht dagen zijn genomen, de ene reeks in de lente en de andere in de herfst. De stabiliteit van de microbiologische samenstelling zal worden bewezen aan de hand van twee reeksen analyses van telkens drie monsters, die met een tussentijd van acht dagen zijn genomen; de ene reeks in de lente en de andere in de herfst.

Voor natuurlijk mineraal water bevat het dossier ondermeer de gegevens bepaald in de bijlage, punten II en III van dit besluit. Het verslag houdt rekening met het gemotiveerd advies van de Hoge Gezondheidsraad en, op verzoek van de aanvrager, met het advies van de Koninklijke Academie voor Geneeskunde.

Wanneer bewezen is, dat het water afkomstig van een nieuw ontspringingspunt van eenzelfde waterlaag een identieke samenstelling heeft als dat van een water dat reeds als natuurlijk mineraal water erkend werd, dan moet het dossier de gegevens bepaald in punt III, 4 van de bijlage niet meer bevatten.

De toelating tot het in de handel brengen omvat de toelating, de voorbehouden benamingen « bronwater » en « natuurlijk mineraal water » te gebruiken.

§ 2. Voor ingevoerd natuurlijk mineraal water en bronwater moet het dossier een officieel attest van de bevoegde buitenlandse autoriteiten bevatten waaruit blijkt, dat het water afkomstig is van een bron en op een zodanige wijze is gewonnen en geconditionneerd, dat aan de in bijlage, punten IV en V gestelde criteria voldaan is.

Dit attest zal eveneens de handelsbenaming bevatten, die wordt gebruikt in het land van oorsprong, alsook de scheikundige en microbiologische betanddelen van het water.

Dit attest zal vergezeld zijn van de elementen die voorkomen in de bijlage, punt III, wanneer het water afkomstig is van een land waarvan de reglementering geen officiële erkenning voorziet voor natuurlijk mineraal water of voor bronwater.

De toelating van het in de handel brengen wordt afgeleverd door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort of door de gemachtigde ambtenaar.

Deze bepalingen zijn niet van toepassing op natuurlijk mineraal water, dat als dusdanig door de EEG Lid-Staten is erkend en waarvan de lijst werd gepubliceerd in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* en dat onder dezelfde aanduiding als in de Lid-Staat van oorsprong wordt ingevoerd.

§ 3. De toelating tot het in de handel brengen van het water als natuurlijk mineraal water of bronwater is onder meer afhankelijk van het feit dat :

- 1° de in bijlage, punt v vermelde exploitatievoorwaarden worden nageleefd;
- 2° het water op de plaats van exploitatie wordt geconditionneerd.

**Art. 3. § 1er.** Les exploitations existantes devront, dans un délai de 18 mois qui suit celui de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, introduire auprès du service d'Inspection des denrées alimentaires un dossier reprenant les éléments repris à l'annexe, points III.2 et III.3 du présent arrêté. Ce dossier sera introduit en double exemplaire.

Les analyses chimiques et microbiologiques doivent être réalisées, aux frais du requérant, par un laboratoire agréé à cet effet qui procédera aux prélèvements des échantillons.

La constance de la composition chimique sera prouvée par deux analyses faites l'une au printemps et l'autre en automne. La constance de la composition microbiologique sera prouvée par deux séries d'analyses portant chacune sur trois échantillons prélevés à huit jours d'intervalle, l'une faite au printemps et l'autre en automne.

§ 2 En ce qui concerne les eaux minérales naturelles et les eaux de source importées qui sont commercialisées au moment de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, l'attestation visée à l'article 2, § 2, sera remise au service d'Inspection des denrées alimentaires dans le même délai de 18 mois.

**Art. 4.** Au cas où les installations d'exploitation ne satisferaient plus aux exigences du présent arrêté, l'autorisation visée à l'article 2, § 3, est provisoirement suspendue et, s'il est démontré qu'elles ne peuvent plus y satisfaire, l'autorisation est retirée.

Cette autorisation est également retirée

— en cas de non observation des dispositions de l'article 2, § 3;

— en cas de mise dans le commerce de l'eau minérale naturelle ou de l'eau de source autrement qu'en récipient clos destiné au consommateur final.

En outre, dans ces deux cas, les reconnaissances comme « eau de source » ou « eau minérale naturelle » seront retirées.

**Art. 5.** Il est interdit de mettre dans le commerce des eaux minérales naturelles et des eaux de source :

1° qui ne répondent pas aux paramètres fixés à l'annexe point I du présent arrêté. Cette disposition se s'applique pas aux eaux minérales naturelles qui doivent cependant répondre aux paramètres toxiques fixés au point I, D, de l'annexe;

2° qui ne répondent pas aux critères microbiologiques fixés à l'annexe, point II du présent arrêté;

3° qui n'ont pas été conditionnées sur les lieux de captage en récipients clos. Les récipients doivent demeurer clos jusqu'à présentation au consommateur.

Cette disposition ne vise pas l'eau débitée dans les buvettes d'une station thermale ou au siège d'exploitation d'une eau minérale naturelle ou d'une eau de source,

4° contenues dans des récipients d'une contenance supérieure à deux litres;

5° qui ont fait l'objet d'un traitement autre que ceux prévus à l'annexe, point IV du présent arrêté;

6° dont l'exploitation ne répond pas aux conditions fixées à l'annexe, point V du présent arrêté;

7° dont la composition, compte tenu des fluctuations naturelles, diffère de celle qui a fait l'objet de l'autorisation ou, pour les eaux importées, qui diffère de celle figurant sur l'attestation officielle visée à l'article 2, § 2;

8° qui portent les mentions « eau de source » ou « eau minérale naturelle » ou des mentions équivalentes sans l'autorisation du Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions;

9° dont les récipients utilisés pour le conditionnement ne sont pas munis d'un dispositif de fermeture conçu pour éviter toute possibilité de falsification ou de contamination. Le dispositif de fermeture doit, soit être constitué d'un dispositif d'inviolabilité nécessairement rendu inutilisable par le débouchage, soit être recouvert d'une bandelette portant le nom ou la marque de l'exploitant.

**Art. 6.** Pour l'application de l'article 13, 2°, de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, sont déclarées nuisibles les eaux commercialisées en tant qu'eaux minérales naturelles ou en tant qu'eaux de source.

1° provenant d'une source ou d'une exploitation qui n'a pas obtenu une autorisation de mise dans le commerce ou dont cette autorisation a été retirée;

2° importées et pour lesquelles l'autorisation de mise dans le commerce visée à l'article 2, § 2, n'a pas été délivrée,

3° visées à l'article 5, 1° à 6°

**Art. 3. § 1.** De bestaande exploitaties moeten binnen een termijn van 18 maanden volgend op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, bij de Inspectie van de Eetwaren een dossier overleggen waarin de gegevens zijn vervaardigd, die voorkomen in bijlage, onder punten III.2 en III.3 van dit besluit. Dit dossier moet in tweevoud worden ingediend.

De chemische en microbiologische analyses worden verricht op kosten van de aanvrager, door een daartoe erkend laboratorium, dat tevens zorg draagt voor de bemonstering.

De stabiliteit van de scheikundige samenstelling zal worden bewezen aan de hand van twee ontledingingen waarvan de ene in de lente en de andere in de herfst wordt uitgevoerd. De stabiliteit van de microbiologische samenstelling zal worden bewezen aan de hand van twee reeksen analyses van telkens drie monsters, die met een tussentijd van acht dagen zijn genomen; de ene reeks in de lente en de andere in de herfst.

§ 2. Ten aanzien van natuurlijk mineraal water en bronwater dat reeds in de handel wordt gebracht bij de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, moet het in artikel 2, § 2 bedoelde attest binnen dezelfde termijn van 18 maanden aan de Dienst Eetwarensinspectie worden voorgelegd.

**Art. 4.** Indien de exploitatie-installaties niet meer voldoen aan de voorwaarden van dit besluit, wordt de in artikel 2, § 3 bedoelde toelating tijdelijk opgeschort, en indien komt vast te staan dat de naleving ervan niet mogelijk is, wordt de toelating ingetrokken.

Die toelating wordt eveneens ingetrokken :

— wanneer de bepalingen van artikel 2, § 3, niet worden nageleefd;

— wanneer natuurlijk mineraal water of bronwater in de handel wordt gebracht op een andere wijze dan in gesloten recipiënt bestemd voor de eindverbruiker.

Bovendien zullen in die twee gevallen de erkenningen als « bronwater » of « natuurlijk mineraal water » worden ingetrokken.

**Art. 5.** Het is verboden natuurlijk mineraal water of bronwater in de handel te brengen :

1° dat niet beantwoordt aan de in bijlage, punt I bij dit besluit bepaalde parameters. Deze bepaling is niet van toepassing op natuurlijk mineraal water, dat echter moet voldoen aan de in punt I, D, van de bijlage bepaalde toxische parameters;

2° dat niet voldoet aan de in bijlage, punt II van dit besluit vastgestelde microbiologische eisen;

3° dat niet op de winningsplaats is verpakt in gesloten recipiënten. Die recipiënten moeten gesloten blijven tot het aan de verbruiker wordt aangeboden.

Die bepaling geldt niet voor water dat wordt verkocht in de drankgelegenheden van een thermale station of in een bedrijf waar natuurlijk mineraal water of bronwater wordt geëxploiteerd;

4° dat verpakt is in recipiënten met een inhoud van meer dan twee liter;

5° dat een andere behandeling heeft ondergaan dan die welke zijn vermeld in bijlage, punt IV, bij dit besluit;

6° waarvan de exploitatie niet voldoet aan de in bijlage, punt V, bij dit besluit gestelde eisen;

7° waarvan de samenstelling, rekening houdende met de natuurlijke fluctuaties, verschilt van die, waarvoor de toelating is verleend of, in geval van ingevoerd water, dat verschilt van de samenstelling die is vermeld op het in artikel 2, § 2, bedoelde officiële attest;

8° waarop de vermelding « bronwater » of « natuurlijk mineraal water » of een gelijkaardige vermelding is aangebracht zonder toelating van de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort;

9° waarvan de voor de verpakking gebruikte recipiënten niet zijn voorzien van een sluiting, die erop berekend is om iedere mogelijkheid van vervalsing of verontreiniging te voorkomen. De sluiting moet ofwel zodanig zijn vervaardigd dat zij bij het openen wordt beschadigd en noodzakelijkerwijs onbruikbaar wordt, ofwel bekleed zijn met een banderol waarop de naam of merknaam van de exploitant is vermeld.

**Art. 6.** Voor de toepassing van artikel 13, 2°, van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, wordt het water in de handel gebracht als natuurlijk mineraal water of als bronwater schadelijk verklaard :

1° dat afkomstig is van een bron of een exploitatie, die geen toelating heeft bekomen tot het in de handel brengen of waarvan deze toelating werd ingetrokken;

2° dat is ingevoerd en waarvoor de in artikel 2, § 2, bedoelde toelating tot het in de handel brengen niet afgeleverd is;

3° dat bedoeld is in artikel 5, 1° tot 6°.

**Art. 7. § 1er.** 1° Les eaux minérales naturelles peuvent seules et doivent être mises dans le commerce sous la dénomination « eau minérale naturelle »;

2° Les eaux de source peuvent seules et doivent être mises dans le commerce sous la dénomination « eau de source ».

§ 2. Le cas échéant, la dénomination des eaux minérales et des eaux de source doit être complétée par une des mentions suivantes :

- 1° naturellement gazeuse;
- 2° renforcée au gaz de la source;
- 3° avec adjonction de gaz carbonique;
- 4° totalement dégazéifiée ou dégazéifiée;
- 5° partiellement dégazéifiée.

Les mentions reprises sous 1° à 3° peuvent être remplacées par une des mentions : « gazéifiée », « gazeuse » ou « pétillante ».

**Art. 8.** Il est interdit de mettre dans le commerce des eaux minérales naturelles et des eaux de source qui ne portent pas dans leur étiquetage :

1° le nom du lieu où est exploitée la source et le nom de la source dans le pays d'origine;

2° soit la mention « composition conforme aux résultats de l'analyse officiellement reconnue du ... (date de l'analyse) » soit la mention de cette composition analytique en ses éléments caractéristiques tels qu'ils figurent dans le dossier introduit pour l'obtention de l'autorisation de mise dans le commerce.

**Art. 9.** Un nom de localité, de hameau ou de lieu-dit ne peut entrer dans le libellé d'une désignation commerciale d'une eau minérale naturelle ou d'une eau de source que si la source est exploitée à l'endroit indiqué par cette désignation et à condition que cette mention n'induisse pas en erreur sur le lieu d'exploitation de la source.

**Art. 10. § 1er.** Est interdite, tant dans l'étiquetage que dans la publicité des eaux minérales naturelles et des eaux de source sous quelque forme que ce soit, l'utilisation d'indications, dénominations, marques de produits, images ou autres signes figuratifs ou non qui :

a) suggèrent une caractéristique que ces eaux ne possèdent pas en ce qui concerne notamment l'origine, la date de l'autorisation de mise dans le commerce, les résultats des analyses ou toutes références aux garanties d'authenticité.

Il est entre autre interdit d'utiliser l'indication « eau minérale » pour des eaux autres que les eaux minérales naturelles;

b) attribuent à ces eaux des propriétés de prévention, de traitement ou de guérison d'une maladie humaine.

§ 2. Est interdite, tant dans l'étiquetage que dans la publicité sous quelque forme que ce soit, l'utilisation d'allégations relatives à la composition, aux effets physiologiques particuliers ou à la convenance pour certains régimes.

Toutefois sont autorisées les allégations visées à l'annexe, point VI, du présent arrêté et ce dans les conditions qui y sont fixées.

**Art. 11. § 1er.** La commercialisation sous plusieurs désignations commerciales d'une eau minérale naturelle provenant d'une même source est interdite.

§ 2. Lorsque l'étiquetage des eaux minérales naturelles ou des eaux de source comporte l'indication d'une désignation commerciale qui diffère du nom de la source ou de son lieu d'exploitation, l'indication de ce lieu ou du nom de la source doit être portée en caractères dont la hauteur et la largeur sont au moins égales à une fois et demie celles du plus grand des caractères utilisés pour l'indication de cette désignation commerciale.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont également applicables en ce qui concerne l'importance donnée au nom de la source ou au lieu de son exploitation par rapport à l'indication de la désignation commerciale dans la publicité, sous quelque forme que ce soit relative aux eaux minérales naturelles et aux eaux de source.

**Art. 12.** Les infractions aux dispositions des articles 2 à 10 du présent arrêté sont recherchées, poursuivies et punies conformément à la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

**Art. 13.** Les infractions aux dispositions de l'article 11 du présent arrêté sont recherchées, poursuivies et punies conformément à la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce.

**Art. 14. Sont abrogés :**

1° l'arrêté royal du 25 mars 1935 concernant la dénomination des eaux de boisson;

**Art. 7. § 1.** 1° Natuurlijk mineraal water mag slechts en moet in de handel gebracht worden onder de benaming : « natuurlijk mineraal water »;

2° bronwater mag slechts en moet in de handel gebracht worden onder de benaming « bronwater ».

§ 2. De benamingen van natuurlijk mineraal water en bronwater moeten, zo nodig, worden aangevuld met de volgende vermeldingen :

- 1° natuurlijk gashoudend;
- 2° met brongas versterkt;
- 3° met toegevoegd koolzuurgas;
- 4° volledig ontgast of ontgast;
- 5° gedeeltelijk ontgast.

De vermeldingen 1° tot 3° mogen vervangen worden door één van de vermeldingen : « gashoudend », « sprankelend », « bruisend » of « koolzuurhoudend ».

**Art. 8.** Het natuurlijk mineraal water en het bronwater mogen niet in de handel worden gebracht indien in de etikettering volgende aanduidingen niet zijn aangebracht :

1° de naam van de plaats waar de bron wordt geëxploiteerd en de naam van de bron in het land van oorsprong;

2° hetzij de vermelding « samenstelling in overeenstemming met de resultaten van de officieel erkende analyse van ... (datum van analyse) » hetzij de vermelding van de analytische samenstelling die de kenmerkende bestanddelen aangeeft, zoals zij voorkomen in het tot toelating voor het in de handel brengen ingediende dossier.

**Art. 9.** De naam van een plaats, een gehucht of een vlek mag alleen dan deel uitmaken van een handelsbenaming van natuurlijk mineraal water of van bronwater, indien de bron op de door die handelsbenaming genoemde plaats wordt geëxploiteerd en mits daardoor geen verwarring wordt gesticht ten aanzien van de plaats waar de bron wordt geëxploiteerd.

**Art. 10. § 1.** Het is verboden zowel in de etikettering als in de reclame van natuurlijk mineraal water en bronwater, in welke vorm dan ook, gebruik te maken van aanduidingen, benamingen, merken van produkten, afbeeldingen en andere al of niet figuratieve tekens die :

a) doen vermoeden dat deze waters kenmerken bezitten die zij in werkelijkheid niet hebben, inzonderheid inzake de oorsprong, de datum van de toelating tot het in de handel brengen, de resultaten van analyses of om het even welke referenties in verband met authenticiteitswaarborgen.

Het is onder meer verboden de vermelding « mineraal water » aan te brengen op water dat geen natuurlijk mineraal water is;

b) eigenschappen aan deze waters toe schrijven op het gebied van de preventie, de behandeling of genezing van ziekten van de mens.

§ 2. Het is verboden, zowel in de etikettering als in de reclame, in welke vorm dan ook gebruik te maken van vermeldingen inzake de samenstelling, de bijzondere fysiologische uitwerkingen of de geschiktheid ervan voor een bepaald dieet.

Nochtans kan van de in bijlage punt VI bij dit besluit opgesomde vermeldingen gebruik worden gemaakt onder de daarin bepaalde voorwaarden.

**Art. 11. § 1.** Het in de handel brengen onder verschillende handelsbenamingen van een natuurlijk mineraal water afkomstig van eenzelfde bron is verboden.

§ 2. Indien in de etikettering van natuurlijk mineraal water en bronwater een andere handelsbenaming staat dan de naam van de bron of van zijn plaats van exploitatie, moet deze plaats of de naam van de bron worden vermeld met lettertekens waarvan de hoogte en de breedte minstens anderhalve maal zo groot zijn als het grootste letterteken dat gebruikt is voor de aanduiding van die handelsbenaming.

Het in het vorige lid bepaalde is eveneens van toepassing op de nadruk die in de reclame, in welke vorm ook, voor natuurlijk mineraal water en bronwater op de naam van de bron of de plaats van exploitatie wordt gelegd ten opzichte van de vermelding van de handelsbenaming.

**Art. 12.** Overtredingen van de bepalingen van de artikelen 2 tot 10 van dit besluit worden opgespoord, vervolgd en gestraft overeenkomstig de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten.

**Art. 13.** Overtredingen van de bepalingen van artikel 11 van dit besluit worden opgespoord, vervolgd en gestraft overeenkomstig de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken.

**Art. 14. Worden opgeheven :**

1° het koninklijk besluit van 25 maart 1935 betreffende de benaming van drankwater;

2° dans la mesure où ils concernent les eaux minérales naturelles et les eaux de source :

a) l'arrêté royal du 6 mai 1936 relatif à la préparation des eaux de boisson, modifié par l'arrêté du Régent du 28 décembre 1945 et par les arrêtés royaux du 14 mai 1951 et du 5 juillet 1972;

b) l'arrêté royal du 7 mai 1936 relatif au commerce des eaux de boisson modifié par les arrêtés royaux du 23 avril 1937, du 15 mai 1951, du 15 septembre 1967, du 5 juillet 1972 et du 15 septembre 1975;

3° l'article 1er, § 3, 1er tiret, de l'arrêté royal du 13 novembre 1978 relatif à l'hygiène en cours de fabrication et lors du commerce des denrées alimentaires.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Toutefois à titre transitoire :

1° et ce jusqu'à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant celui de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, les eaux minérales naturelles dont l'étiquetage ne répond pas aux dispositions du présent arrêté peuvent être mises dans le commerce à condition que leur étiquetage réponde aux dispositions des arrêtés royaux du 6 et du 7 mai 1936 précités, ainsi que de l'arrêté royal du 2 octobre 1980 concernant l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées;

2° et ce jusqu'à l'expiration d'un délai de 24 mois suivant celui de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, les eaux de source dont l'étiquetage ne répond pas aux dispositions du présent arrêté peuvent être mises dans le commerce à condition que leur étiquetage réponde aux dispositions des arrêtés royaux du 6 et du 7 mai 1936 précités, ainsi que de l'arrêté royal du 2 octobre 1980 concernant l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées;

3° et ce jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la décision du ministre visée à l'article 2, § 1er, il peut être fait mention des allégations mentionnées aux rubriques 13, 15, 16 et 17 du point VI de l'annexe.

**Art. 16.** Notre Ministre des Affaires économiques et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 octobre 1985.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,  
**M. EYSKENS**

Le Ministre des Affaires sociales,  
**J.-L. DEHAENE**

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique  
et à l'Environnement,  
**F. AERTS**

2° in zover zij natuurlijk mineraal water en bronwater betreffen :

a) het koninklijk besluit van 6 mei 1936 betreffende de bereiding van drankwater, gewijzigd door het besluit van de Regent van 28 december 1945 en door de koninklijke besluiten van 14 mei 1951 en 5 juli 1972;

b) het koninklijk besluit van 7 mei 1936 betreffende de handel van drankwater, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 23 april 1937, 15 mei 1951, 15 september 1967, 5 juli 1972 en 15 september 1975;

3° artikel 1, § 3, 1e gedachtestreep, van het koninklijk besluit van 13 november 1978 betreffende de hygiëne bij de fabricage van en de handel in voedingsmiddelen.

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Bij wijze van overgangsmaatregel nochtans :

1° mag natuurlijk mineraal water, waarvan de etikettering niet voldoet aan de bepalingen van dit besluit tot het verstrijken van een termijn van 6 maanden volgend op deze van de afkondiging van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* in de handel worden gebracht, op voorwaarde dat de etikettering daarvan voldoet aan de bepalingen van de voornoemde koninklijke besluiten van 6 en 7 mei 1936, evenals van het koninklijk besluit van 2 oktober 1980 betreffende de etikettering van voorverpakte voedingsmiddelen;

2° mag bronwater, waarvan de etikettering niet voldoet aan de bepalingen van dit besluit tot het verstrijken van een termijn van 24 maanden volgend op deze van de afkondiging van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* in de handel worden gebracht, op voorwaarde dat de etikettering daarvan voldoet aan de bepalingen van de voornoemde koninklijke besluiten van 6 en 7 mei 1936, evenals van het koninklijk besluit van 2 oktober 1980 betreffende de etikettering van voorverpakte voedingsmiddelen;

3° mag melding gemaakt worden van de bepalingen in de rubrieken 13, 15, 16 en 17 van punt VI van de bijlage tot het verstrijken van een termijn van 3 maanden volgend op de beslissing van de minister, bedoeld in artikel 2, § 1.

**Art. 16.** Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister voor Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu zijn ieder voor wat hem betreft belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 oktober 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,  
**M. EYSKENS**

De Minister voor Sociale Zaken,  
**J.-L. DEHAENE**

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid  
en Leefmilieu,  
**F. AERTS**

Annexe

I. Paramètres :

| Paramètre                              | Expression des résultats                | Concentration maximale admissible (CMA) | Observations                               |
|--|---|---|--|
| <b>A. Paramètres organoleptiques :</b> |   |   |  |
| 1 couleur                              | mg/l échelle Pt/Co                      | 20                                      |  |
| 2 turbidité                            | mg/l SiO <sub>2</sub><br>unités Jackson | 10<br>4                                 |  |
| 3 odeur                                | taux de dilution                        | 2 à 12 °C                               | A rapprocher des déterminations gustatives |
| 4. saveur                              | taux de dilution                        | 3 à 25 °C                               | A rapprocher des déterminations olfactives |
|  |   | 2 à 12 °C<br>3 à 25 °C                  |  |

| Paramètre   | Expression des résultats                     | Concentration maximale admissible (CMA) | Observations   |
|---|--|---|--|
| <b>B. Paramètres physico-chimiques :</b>  |  |   |  |
| 5. conductivité   | $\mu\text{S cm}^{-1}$ à 20 °C                | 2.100                                   |  |
| 6. chlorure   | mg/l Cl                                      | 200                                     |  |
| 7. sulfate  | mg/l SO <sub>4</sub>                         | 250                                     |  |
| 8. calcium  | mg/l Ca                                      | 150                                     |  |
| 9. magnésium  | mg/l Mg                                      | 50                                      |  |
| 10. sodium  | mg/l Na                                      | 100                                     |  |
| 11. potassium   | mg/l K                                       | 12                                      |  |
| 12. aluminium   | mg/l Al                                      | 0,2                                     |  |
| 13. résidus secs  | mg/l après séchage à 180 °C                  | 1.500                                   |  |
| <b>C. Paramètres concernant les substances indésirables :</b>                             |  |   |  |
| 14. nitrates  | mg/l NO <sub>3</sub>                         | 50                                      |  |
| 15. nitrites  | mg/l NO <sub>2</sub>                         | 0,1                                     |  |
| 16. ammonium  | mg/l NH <sub>4</sub>                         | 0,05                                    |  |
| 17. azote kjelahl (N de NO <sub>2</sub> et NO <sub>3</sub> exclus)                        | mg/l N                                       | 1                                       |  |
| 18. oxydabilité   | mg/l O <sub>2</sub>                          | 2                                       | mesure faite à chaud et en milieu acide  |
| 19. carbone organique totale  | mg/l C                                       | —                                       | toute cause d'augmentation des concentrations habituelles doit être recherchée |
| 20. hydrogène sulfuré   |  | non détectable organoleptiquement       |  |
| 21. substances extractibles au CHCl <sub>3</sub>  | résidu sec mg/l                              | 0,1                                     |  |
| 22. hydrocarbures dissous ou émulsionnés (après extraction par l'éther); huiles minérales | $\mu\text{g/l}$                              | 10                                      |  |
| 23. phénols   | $\mu\text{g/l C}_6\text{H}_5\text{OH}$       | 0,5                                     | à l'exclusion des phénols naturels qui ne réagissent pas au chlore             |
| 24. bore  | $\mu\text{g/l B}$                            | 1.000                                   |  |
| 25. agent de surface réagissant au bleu de méthylène                                      | $\mu\text{g/l}$ lauryl sulfate               | 200                                     |  |
| 26. autres composés organochlorés ne relevant pas du n° 46                                | $\mu\text{g/l}$                              | 20                                      |  |
| 27. fer   | $\mu\text{g/l Fe}$                           | 200                                     |  |
| 28. manganèse   | $\mu\text{g/l Mn}$                           | 50                                      |  |
| 29. cuivre  | $\mu\text{g/l Cu}$                           | 100                                     |  |
| 30. zinc  | $\mu\text{g/l Zn}$                           | 500                                     |  |
| 31. phosphore   | $\mu\text{g/l P}_2\text{O}_5$                | 400                                     |  |
| 32. fluor   | $\mu\text{g/l F}$<br>8 à 12° C<br>25 à 30° C | 1.500<br>700                            |  |
| 33. matières en suspension  |  | absence                                 |  |
| 34. chlore résiduel   |  | absence                                 |  |
| 35. baryum  | $\mu\text{g/l Ba}$                           | 100                                     |  |
| 36. argent  | $\mu\text{g/l Ag}$                           | 10                                      |  |
| <b>D. Paramètres concernant des substances toxiques :</b>                                 |  |   |  |
| 37. arsenic   | $\mu\text{g/l As}$                           | 50                                      |  |
| 38. cadmium   | $\mu\text{g/l Cd}$                           | 5                                       |  |
| 39. cyanures  | $\mu\text{g/l CN}$                           | 10                                      |  |
| 40. chrome  | $\mu\text{g/l Cr}$                           | 50                                      |  |
| 41. mercure   | $\mu\text{g/l Hg}$                           | 1                                       |  |
| 42. nickel  | $\mu\text{g/l Ni}$                           | 50                                      |  |
| 43. plomb   | $\mu\text{g/l Pb}$                           | 50                                      |  |
| 44. antimoine   | $\mu\text{g/l Sb}$                           | 10                                      |  |
| 45. sélénium  | $\mu\text{g/l Se}$                           | 10                                      |  |

| Paramètre   | Expression des résultats | Concentration maximale admissible (CMA) | Observations   |
|---|--------------------------|---|--|
| 46. pesticides et produits apparentés par substance | µg/l                     | 0,1                                     | on entend par pesticides et produits apparentés :  |
| au total  |                          | 0,5                                     | — les insecticides<br>— organochlorés persistants<br>— organophosphorés<br>— carbamates<br>— les herbicides<br>— les fongicides<br>— les PCB et PCT                                    |
| 47. hydrocarbures polycycliques aromatiques         | µg/l                     | 0,2                                     | substances de référence<br>— fluoranthène<br>— benzo 3,4 fluoranthène<br>— benzo 1, 12 fluoranthène<br>— benzo 3, 4 pyrène<br>— benzo 1, 12 pérylène<br>— indéno (1, 2, 3 — cd) pyrène |

## II. Critères microbiologiques pour l'eau minérale naturelle et pour l'eau de source :

1. A l'émergence, la teneur totale en microorganismes revivifiables doit être conforme au microbisme normal et témoigner d'une protection efficace de la source contre toute contamination. Elle doit être déterminée dans les conditions prévues à l'annexe point III.3.

Après l'embouteillage, cette teneur ne peut dépasser 100 par millilitre à 20 à 22 °C en 72 heures sur agar-agar ou mélange agar-gélatine et 20 par millilitre à 37 °C en 24 heures sur agar-agar. Cette teneur doit être mesurée dans les 12 heures suivant l'embouteillage, l'eau étant maintenue à 40 °C ± 1 °C pendant cette période de 12 heures.

A l'émergence, ces valeurs devraient normalement ne pas dépasser respectivement 20 ml à 20 à 22 °C en 72 heures et 5 par ml à 37 °C en 24 heures, étant entendu que ces valeurs doivent être considérées comme des nombres guides et non comme des concentrations maximales.

2. L'eau doit, à l'émergence et au cours de sa commercialisation, être exempte :

- de parasites et microorganismes pathogènes;
- d'*Escherichia coli* et d'autres coliformes et de streptocoques fécaux, dans 250 ml de l'échantillon examiné;
- d'anaérobies sporulés sulfite-réducteurs, dans 50 ml de l'échantillon examiné;
- de *Pseudomonas aeruginosa*, dans 250 ml de l'échantillon examiné.

3. La teneur totale en microorganismes revivifiables ne peut résulter que de l'évolution normale de sa teneur en germes à l'émergence.

4. L'eau doit être sans défaut du point de vue organoleptique.

## III. Eléments devant figurer dans le dossier d'agrément des eaux minérales naturelles et des eaux de source :

### 1. Critères géologiques et hydrologiques :

- la situation exacte du captage déterminée par son altitude et, sur le plan topographique, par une carte à l'échelle de 1/1000 au plus;
- un rapport géologique détaillé sur l'origine et la nature des terrains;
- la stratigraphie du gisement hydrogéologique;
- la description des travaux de captage;
- la détermination de la zone de protection de la source contre les pollutions.

### 2. Critères chimiques, physiques et physico-chimiques :

2.1. le débit de la source sous la forme d'un tableau des jaugeages effectués au cours des douze mois précédant la remise de la demande d'autorisation, avec indication des dates de ces opérations;

2.2. la température de l'eau à l'émergence et la température ambiante. Ces mesures sont effectuées en même temps que celles visées sous 2.1.;

2.3. les rapports entre la nature des terrains et la nature et le type de la minéralisation;

2.4. les résidus secs à 180 °C et 200 °C;

2.5. la conductivité ou la résistivité électrique; la température de mesure devant être précisée;

2.6. la concentration en ions hydrogène (pH);

2.7. la concentration en anions et cations;

2.8. la concentration des éléments non ionisés;

2.9. la concentration des oligoéléments;

2.10. la radio-actinologie à l'émergence;

2.11. le cas échéant, les proportions relatives en isotopes des éléments constitutifs de l'eau : oxygène (16-18) et hydrogène (protium, deuterium, tritium);

2.12. la toxicité de certains des éléments constitutifs de l'eau, compte tenu des limites fixées à cet égard pour chacun d'eux.

### 3. Critères applicables pour les examens microbiologiques à l'émergence :

3.1. la démonstration de l'absence de microorganismes pathogènes;

3.2. la détermination quantitative des microorganismes revivifiables témoins de contamination fécale :

a) absence d'*Escherichia coli* et d'autres coliformes dans 250 ml à 37 °C et 44,5 °C;

b) absence de streptocoques fécaux dans 250 ml;

c) absence d'anaérobies sporulés sulfite-réducteurs dans 50 ml;

d) absence de *Pseudomonas aeruginosa* dans 250 ml;

3.3. la détermination du nombre global de microorganismes revivifiables par ml d'eau en milieu gélosé :

a) à 20 °C — 22 °C en 72 heures;

b) à 37 °C en 24 heures.

4. Prescriptions applicables aux examens cliniques, pharmacologiques et physiologiques d'eaux minérales naturelles faisant l'objet d'allégations relatives à la santé :

4.1. la nature des examens, auxquels il doit être procédé selon des méthodes scientifiquement reconnues, doit être adaptée aux caractéristiques propres de l'eau minérale naturelle et à ses effets sur l'organisme humain, tels que la diurèse, le fonctionnement gastrique ou intestinal, la compensation des carences en substances minérales;

4.2. la constatation de la constance et de la concordance d'un grand nombre d'observations cliniques peut, le cas échéant, tenir lieu des examens visés sous 4.1. Dans des cas appropriés, les examens cliniques peuvent se substituer aux examens visés sous 4.1. à condition que la constance et la concordance d'un grand nombre d'observations permettent d'obtenir les mêmes résultats.

#### IV. Traitements autorisés pour les eaux minérales naturelles et les eaux de source :

L'eau telle qu'elle se présente à l'émergence, ne peut faire l'objet d'aucun traitement ou adjonction autre que :

1. la séparation des éléments instables, tels que les composés du fer et du soufre, par filtration ou décantation, éventuellement précédée d'une oxygénation, pour autant que ce traitement n'ait pas pour effet de modifier la composition de cette eau dans ses constituants essentiels;

2. l'élimination totale ou partielle de gaz carbonique libre par des procédés exclusivement physiques;

3. l'incorporation ou la réincorporation de gaz carbonique dans les conditions suivantes :

3.1. pour une eau naturellement gazeuse :

la réincorporation de gaz carbonique provenant de la nappe ou du gisement dans une quantité équivalente à celle libérée au cours de la décantation éventuelle et du conditionnement de façon telle que la teneur en gaz soit équivalente, sous réserves des tolérances techniques usuelles, à celle constatée à l'émergence;

3.2. pour une eau renforcée au gaz de la source :

l'addition de gaz carbonique provenant de la nappe ou du gisement, de façon telle, que la teneur en gaz, après décantation éventuelle et conditionnement, soit supérieure à celle constatée à l'émergence;

3.3. pour une eau avec adjonction de gaz carbonique :

l'addition de gaz carbonique ne provenant pas de la nappe ou du gisement.

#### V. Conditions d'exploitation des eaux minérales naturelles et des eaux de source :

1. Les installations destinées à l'exploitation doivent être réalisées de façon à éviter toute possibilité de contamination et à conserver les propriétés, répondant à sa qualification, que l'eau présente à l'émergence.

A cet effet et notamment :

1.1. la source doit être protégée contre les risques de pollution;

1.2. le débit, relativement stable, doit être en rapport avec la production réelle de l'exploitation;

1.3. les installations doivent être réalisées avec des matériaux convenant à l'eau et de façon à empêcher toute modification chimique physico-chimique et microbiologique de l'eau;

1.4. toute l'installation, et en particulier les installations de lavage et de conditionnement doivent satisfaire aux exigences de l'hygiène. En particulier, les récipients doivent être traités ou fabriqués de manière à éviter que les caractéristiques microbiologiques et chimiques de l'eau ne s'en trouvent altérées;

1.5. le transport de l'eau en récipients autres que ceux autorisés pour la vente aux consommateurs est interdit;

1.6. le conditionnement doit être suivi immédiatement du bouchage.

2. Lorsqu'il est constaté en cours d'exploitation que l'eau est contaminée ou ne satisfait plus aux caractéristiques chimiques ou microbiologiques prévues, l'exploitant est tenu de suspendre sans délai toute opération d'exploitation, en particulier l'opération de conditionnement, jusqu'à ce que la cause de la contamination soit supprimée et que l'eau soit conforme aux exigences prévues. Cette conformité sera prouvée par trois analyses concordantes, effectuées aux frais des intéressés, à huit jours d'intervalle, par un laboratoire agréé à cet effet, requis par le service d'inspection des denrées alimentaires. Le prélèvement des échantillons sera pratiqué par le susdit laboratoire. Le cas échéant, l'exploitant sera tenu, sous peine de se voir retirer l'autorisation d'exploiter, d'apporter les modifications propres à prévenir le retour de la contamination.

3. Toute modification aux installations susceptible d'influencer la composition de l'eau doit faire l'objet d'une demande et d'une enquête spéciale du service d'inspection des denrées alimentaires. A cette fin, les intéressés joindront à leur demande la description avec plans et coupes détaillés de toute modification projetée.

4. L'exploitant est tenu de tenir à la disposition du service d'inspection des denrées alimentaires tout document attestant des contrôles qu'il a effectués au cours des 12 derniers mois au point de vue notamment du débit, des volumes embouteillés, et des analyses chimiques et microbiologiques.

#### VI. Allégations relatives à la composition, aux effets physiologiques particuliers ou à la convenance pour certain régime :

| Allégation                                 | Critères   |
|--|--|
| 1. oligominérale ou faiblement minéralisée | la teneur en sels minéraux, calculée comme résidu fixe n'est pas supérieure à 500 mg/l |
| 2. très faiblement minéralisée             | la teneur en sels minéraux, calculée comme résidu fixe, n'est pas supérieure à 50 mg/l |
| 3. riche en sels minéraux                  | la teneur en sels minéraux, calculée comme résidu fixe, est supérieure à 1500 mg/l     |
| 4. bicarbonatée                            | la teneur en bicarbonates est supérieure à 600 mg/l                                    |
| 5. sulfatée                                | la teneur en sulfates est supérieure à 200 mg/l  |
| 6. chlorurée                               | la teneur en chlorures est supérieure à 200 mg/l                                       |
| 7. calcique                                | la teneur en calcium est supérieure à 150 mg/l   |
| 8. magnésienne                             | la teneur en magnésium est supérieure à 50 mg/l  |
| 9. fluorée ou contient du fluor            | la teneur en fluor est supérieure à 1 mg/l   |
| 10. ferrugineuse ou contient du fer        | la teneur en fer bivalent est supérieure à 1 mg/l                                      |
| 11. acidulée                               | la teneur en gaz carbonique libre est supérieure à 250 mg/l                            |
| 12. sodique                                | la teneur en sodium est supérieure à 200 mg/l  |



| Allégation   | Critères  |
|--|---|
| 13 convient pour la préparation des aliments des nourrissons | avis favorable du Conseil supérieur d'Hygiène publique  |
| 14 convient pour un régime pauvre en sodium                  | la teneur en sodium est inférieure à 20 mg/l  |
| 15 peut être laxative  | ces trois allégations doivent être démontrées sur base des examens visés à l'annexe, point III. |
| 16 peut être diurétique                                      |   |
| 17 stimule la digestion                                      |   |

Avis favorable du Conseil supérieur d'Hygiène publique, et, éventuellement de l'Académie Royale de Médecine.

Ces allégations ne peuvent figurer dans l'étiquetage et la publicité que des seules eaux minérales naturelles, à l'exception toutefois de allégation reprise sous 13 qui peut également figurer dans l'étiquetage et la publicité des eaux de source.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 11 octobre 1985.

## BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,  
F. AERTS

### Bijlage

#### I Parameters

| Parameter  | Opgave van de uitkomsten                  | Maximaal toelaatbare concentratie (MTC) | Opmerkingen   |
|--|---|---|---|
| <b>A. Organoleptische parameters :</b>                                       |   |   |   |
| 1 kleur  | mg/l schaal Pt/Co                         | 20                                      |   |
| 2 troebelingsgraad   | mg/l SiO <sub>2</sub><br>Jackson-eenheden | 10<br>4                                 |   |
| 3 reuk   | verdunningsfactor                         | 2 bij 12 °C<br>3 bij 25 °C              | vergelijken met smaakgetal  |
| 4 smaak  | verdunningsfactor                         | 2 bij 12 °C<br>3 bij 25 °C<br>20 °C     | vergelijken met reukgetal   |
| <b>B. Fysisch-chemische parameters :</b>                                     |   |   |   |
| 5 geleidingsvermogen voor elektriciteit                                      | µS cm <sup>-1</sup> bij 20° C             | 2.100                                   |   |
| 6 chloriden  | mg/l Cl                                   | 200                                     |   |
| 7 sulfaten   | mg/l SO <sub>4</sub>                      | 250                                     |   |
| 8 calcium  | mg/l Ca                                   | 150                                     |   |
| 9 magnesium  | mg/l Mg                                   | 50                                      |   |
| 10 natrium   | mg/l Na                                   | 100                                     |   |
| 11 kalium  | mg/l K                                    | 12                                      |   |
| 12 aluminium   | mg/l Al                                   | 0,2                                     |   |
| 13 droogresten   | mg/l na drogen bij 180 °C                 | 1.500                                   |   |
| <b>C Parameters betreffende ongewenste stoffen</b>                           |   |   |   |
| 14 nitraten  | mg/l NO <sub>3</sub>                      | 50                                      |   |
| 15 nitrieten   | mg/l NO <sub>2</sub>                      | 0,1                                     |   |
| 16 ammonium  | mg/l NH <sub>4</sub>                      | 0,05                                    |   |
| 17 Kjeldahl stikstof (N van NO <sub>2</sub> en NO <sub>3</sub> uitgezonderd) | mg/l N                                    | 1                                       |   |
| 18 oxydeerbaarheid   | mg/l O <sub>2</sub>                       | 2                                       | bepaling bij verwarming in zuur milieu  |
| 19 organische koolstof totaal  | mg/l C                                    | —                                       | de oorzaken van een verhoging van de normale concentraties moeten worden opgespoord |
| 20 zwavelwaterstof   |   | niet organoleptisch opspoorbaar         |   |

| Parameter   | Opgave van de uitkomsten              | Maximaal toelaatbare concentratie (MTC) | Opmerkingen  |
|---|---------------------------------------|---|--|
| 21. met CHCl <sub>3</sub> extraheerbaar   | droogrest mg/l                        | 0,1                                     |  |
| 22. geëmulgeerde of opgeloste koolwaterstoffen (na extractie met ether); minerale oliën | µg/l                                  | 10                                      |  |
| 23. fenolen   | µg/l C <sub>6</sub> H <sub>5</sub> OH | 0,5                                     | met uitzondering van natuurlijke fenolen die niet op chloor reageren |
| 24. boor  | µg/l B                                | 1.000                                   |  |
| 25. oppervlakactieve stoffen die reageren op methyleenblauw                             | µ/l laurylsulfaat                     | 200                                     |  |
| 26. andere gechlloreerde koolwaterstoffen die niet onder parameter nr. 46 vallen        | µg/l                                  | 20                                      |  |
| 27. ijzer   | µg/l Fe                               | 200                                     |  |
| 28. mangaan   | µg/l Mn                               | 50                                      |  |
| 29. koper   | µg/l Cu                               | 100                                     |  |
| 30. zink  | µg/l Zn                               | 500                                     |  |
| 31. fosfor  | µg/l P <sub>2</sub> O <sub>5</sub>    | 400                                     |  |
| 32. fluor   | µg/l F                                | 1.500                                   |  |
|   | 18 tot 12 °C                          | 700                                     |  |
|   | 25 tot 30 °C                          |   |  |
| 33. gesuspendeerde deeltjes   |                                       | afwezigheid                             |  |
| 34. chloorresten  |                                       | afwezigheid                             |  |
| 35. barium  | µg/l Ba                               | 100                                     |  |
| 36. zilver  | µg/l Ag                               | 10                                      |  |

D. Parameters betreffende de toxische stoffen :

|  |         |     |  |
|--|---------|-----|--|
| 37. arseen   | µg/l As | 50  |  |
| 38. cadmium  | µg/l Cd | 5   |  |
| 39. cyaniden   | µg/l CN | 10  |  |
| 40. chroom   | µg/l Cr | 50  |  |
| 41. kwik   | µg/l Hg | 1   |  |
| 42. nikkel   | µg/l Ni | 50  |  |
| 43. lood   | µg/l Pb | 50  |  |
| 44. antimoon   | µg/l Sb | 10  |  |
| 45. seleen   | µg/l Se | 10  |  |
| 46. pesticiden en aanverwante produkten per afzonderlijke stof | µg/l    | 0,1 | onder pesticiden en aanverwante produkten worden verstaan :<br>— insecticiden<br>— persistente organische chloorverbindingen   |
| totaal   |         | 0,5 | — organische fosforverbindingen<br>— carbamaten<br>— herbiciden<br>— fungiciden<br>— PCB's en PCP's  |
| 47. aromatische polycyclische koolwaterstoffen                 | µg/l    | 0,2 | referentiestoffen :<br>— fluoranteen<br>— benzo 3,4 fluoranteen<br>— benzo 11, 12 fluoranteen<br>— benzo 3, 4 pyreen<br>— benzo 1, 12 peryleén<br>— indeno (1, 2, 3 - cd) pyreen |

II. Microbiologische criteria van natuurlijk mineraal water en bronwater :

1. Bij het ontspringen moet het totale gehalte aan reactieerbare micro-organismen oversenkomen met de normale microflora en op een doeltreffende bescherming van de bron tegen elke verontreiniging duiden. Dit gehalte moet worden vastgesteld onder de in bijlage, punt III.3 bepaalde voorwaarden.

Na het bottelen mag dit gehalte niet meer bedragen dan 100 per ml bij 20 à 22 °C gedurende 72 uur op een agar-agar-voedingsbodem of een agar-agar-gelatinemengsel en 20 per ml bij 37 °C gedurende 24 uur op een agar-agar-voedingsbodem. Dit gehalte moet binnen 12 uur na het bottelen worden gemeten, waarbij het water gedurende deze periode van 12 uur op 4 °C ± 1 °C wordt gehouden.

Bij het ontspringen mogen deze waarden normaliter niet meer bedragen dan respectievelijk 20 per ml bij 20 à 22 °C gedurende 72 uur en 5 per ml bij 37 °C gedurende 24 uur, waarbij deze waarden moeten worden beschouwd als richtgetallen en niet als maximum concentraties.

2. Bij het ontspringen en tijdens het in de handel brengen moet het water vrij zijn van :
  - a) pathogene parasieten en micro-organismen;
  - b) *Escherichia coli* of andere coliforme bacteriën en *Streptococcus faecalis* in 250 ml onderzocht monster;
  - c) sulfietreducerende sporenvormende anaerobe bacteriën in 50 ml onderzocht monster;
  - d) *Pseudomonas aeruginosa* in 250 ml onderzocht monster.
3. Het totale gehalte aan reactieerbare micro-organismen van het drinkwater mag alleen het gevolg zijn van de normale ontwikkeling van het kiemgehalte bij het ontspringen.
4. Het water mag geen organoleptische gebreken vertonen.

### III. Elementen die moeten voorkomen in het dossier voor de erkenning van natuurlijk mineraal water en bronwater :

1. Geologische en hydrologische criteria :
  - 1.1. de juiste ligging van het winningspunt dat, met opgave van de hoogte, ten aanzien van de topografie is aangeduid op een kaart met een schaal van ten hoogste 1/1000;
  - 1.2. een gedetailleerd geologisch verslag over de oorsprong en de aard van de bodem;
  - 1.3. de stratigrafie van de hydrogeologische aardlaag;
  - 1.4. beschrijving van de winningswerkzaamheden;
  - 1.5. vaststelling van de zone ter bescherming van de bron tegen verontreiniging.
2. Fysische, chemische en fysisch-chemische criteria :
  - 2.1. het debiet van de bron in de vorm van een tabel met de volumemetingen tijdens de twaalf maanden voorafgaand aan de indiening van de vergunningsaanvraag, met opgave van de data waarop deze werden verricht;
  - 2.2. de temperatuur van het water bij het ontspringen en de temperatuur van de omgeving. Deze metingen worden gelijktijdig met de in 2.1. bedoelde metingen uitgevoerd;
  - 2.3. het verband tussen de bodemgesteldheid en de aard en het type van de minerale substanties;
  - 2.4. de droge residuen bij 180 °C en 260 °C;
  - 2.5. het soortelijk geleidingsvermogen of de soortelijke weerstand, met opgave van de meettemperatuur;
  - 2.6. de waterstofionenconcentratie (pH);
  - 2.7. de anionen- en kationenconcentraties;
  - 2.8. de concentratie aan niet geïoniseerde elementen;
  - 2.9. de sporenelementenconcentratie;
  - 2.10. de radio-actinologie bij het ontspringen;
  - 2.11. in voorkomend geval, de relatieve hoeveelheden isotopen van de samenstellende elementen van het water : zuurstof (16 en 18) en waterstof (protium, deuterium en tritium);
  - 2.12. de toxiciteit van bepaalde samenstellende elementen van het water met inachtneming van de in dit opzicht voor elk element vastgestelde grenzen.
3. Criteria voor het microbiologische onderzoek bij het ontspringen :
  - 3.1. het bewijs van de afwezigheid van pathogene micro-organismen;
  - 3.2. de kwantitatieve vaststelling van op faecale besmetting wijzende reactieerbare micro-organismen :
    - a) afwezigheid van *Escherichia coli* of andere coliforme bacteriën in 250 ml bij 37 °C en 44,5 °C;
    - b) afwezigheid van *Streptococcus faecalis* in 250 ml;
    - c) afwezigheid van sulfietreducerende sporenvormende anaerobe bacteriën in 50 ml;
    - d) afwezigheid van *Pseudomonas aeruginosa* in 250 ml;
  - 3.3. de vaststelling van het totale aantal reactieerbare micro-organismen per ml water op een agar-agar-voedingsbodem :
    - a) bij 20 °C — 22 °C gedurende 72 uur;
    - b) bij 37 °C gedurende 24 uur.
4. Voorschriften voor het klinisch, farmacologisch en fysiologisch onderzoek van natuurlijk mineraal water waaraan eigenschappen worden toegeschreven die betrekking hebben op de gezondheid :
  - 4.1. de aard van het onderzoek, dat volgens erkende wetenschappelijke methodes moet worden uitgevoerd, moet aangepast zijn aan de eigen kenmerken van het natuurlijk mineraal water en de uitwerking ervan op het menselijk organisme, zoals urineafscheiding, functionering van maag of ingewanden, opheffing van het tekort aan minerale bestanddelen;
  - 4.2. indien wordt vastgesteld dat een groot aantal klinische observaties een constant karakter vertoont en steeds dezelfde resultaten oplevert kan zulks in voorkomend geval het in 4.1. bedoelde onderzoek vervangen. In passende gevallen kan klinisch onderzoek in de plaats komen van het in punt 4.1. bedoelde onderzoek, op voorwaarde dat daarmee dezelfde resultaten kunnen worden verkregen doordat een groot aantal observaties een constant karakter vertoont en steeds dezelfde resultaten oplevert.

### IV. Toegelaten behandelingen van natuurlijk mineraal water en bronwater :

- Water, zoals het voorkomt bij het ontspringen, mag aan geen enkele andere behandeling of toevoeging worden onderworpen dan :
1. de afscheiding van labele elementen, zoals ijzer- en zwavelverbindingen, door filtreren of decanteren, eventueel na beluchten, voor zover deze behandeling niet tot gevolg heeft de samenstelling van dit water te wijzigen wat de essentiële bestanddelen betreft;
  2. de totale of gedeeltelijke verwijdering van vrij koolzuurgas met uitsluitend natuurkundige procédés;
  3. het inbrengen of het opnieuw inbrengen van koolzuurgas onder de volgende voorwaarden :
    - 3.1. voor natuurlijk gashoudend water :
 

het opnieuw inbrengen van een hoeveelheid koolzuurgas afkomstig van hetzelfde watervlak of dezelfde onderaardse laag, welke gelijk is aan die, welke is vrijgekomen tijdens het eventueel decanteren en bottelen zodat het gehalte aan gas, onder voorbehoud van de gebruikelijke technische toleranties, even groot is als bij het ontspringen;
    - 3.2. voor met brongas versterkt water :
 

de toevoeging van koolzuurgas van het wateroppervlak of de onderaardse laag zodat het gehalte aan gas, na eventueel decanteren en bottelen, groter is dan bij het ontspringen;
    - 3.3. voor water met toegevoegd koolzuurgas :
 

de toevoeging van koolzuurgas dat niet afkomstig is van het watervlak of de onderaardse laag.

V. Voorwaarden inzake de exploitatie van natuurlijk mineraal water en bronwater :

1. De installaties voor de exploitatie moeten zo zijn gebouwd, dat iedere mogelijkheid van besmetting wordt voorkomen en dat het water de eigenschappen behoudt, die met zijn kwalificatie overeenkomen en die het op het ogenblik van ontspringen bezat.

Daartoe en inzonderheid :

- 1.1. moet de bron tegen gevaar van verontreiniging worden beschermd;
- 1.2. moet het relatief constante debiet overeenstemmen met de werkelijke produktie van de exploitatie;
- 1.3. moet de installatie vervaardigd zijn uit materiaal, dat geschikt is voor water en wel zodanig, dat elke chemische, fysisch-chemische en microbiologische verandering van dit water wordt verhinderd;
- 1.4. moet de installatie en met name de was- en bottelinstallatie voldoen aan de hygiëne-eisen. In het bijzonder dienen de recipiënten zodanig behandeld of vervaardigd te worden dat vermeden wordt dat de microbiologische en chemische kenmerken van het water worden gewijzigd;
- 1.5. is het transport van water in andere recipiënten dan die, welke voor de levering aan de verbruiker zijn goedgekeurd, verboden;
- 1.6. moeten de recipiënten na het bottelen onmiddellijk worden gesloten.

2. Wordt tijdens de exploitatie geconstateerd dat het water besmet is of niet voldoet aan de gestelde chemische of microbiologische kenmerken, dan moet de exploitant onverwijld alle exploitatiehandelingen, in het bijzonder het bottelen, stopzetten tot de oorzaak van de besmetting opgeheven is en het water aan de gestelde eisen voldoet. Die conformiteit zal worden nagegaan aan de hand van drie overeenstemmende analyses, die met acht dagen tussentijd en op kosten van de betrokkenen worden verricht door een door de Eetwareninspectie daarvoor erkend laboratorium. Dat laboratorium voert eveneens de bemonstering uit. In voorkomend geval moet de exploitant, op straffe van intrekking van de exploitatievergunning, zodanige veranderingen aanbrengen, dat nieuwe besmetting wordt voorkomen.

3. Elke wijziging in installaties, die van invloed kan zijn op de samenstelling van het water moet worden aangevraagd aan en worden onderzocht door de Eetwareninspectie. Te dien einde moeten de betrokkenen bij hun aanvraag een beschrijving met plannen en gedetailleerde doorsneden voegen van elke geplande wijziging.

4. De exploitant moet de Eetwareninspectie inzage verlenen in elke document waaruit blijkt dat hij tijdens de voorbije 12 maanden controles heeft verricht betreffende het debiet, de gebottelde hoeveelheden en de chemische en microbiologische analyses.

VI. Toegeschreven eigenschappen betreffende de samenstelling, de speciale fysiologische effecten of de geschiktheid voor bepaalde diëten :

| Toegeschreven eigenschap                       | Criteria  |
|--|---|
| 1. zwak mineraalhoudend                        | ten hoogste 500 mg/l minerale zouten, berekend als vast residu  |
| 2. zeer zwak mineraalhoudend                   | ten hoogste 50 mg/l minerale zouten, berekend als vast residu   |
| 3. rijk aan minerale zouten                    | meer dan 1500 mg/l minerale zouten, berekend als vast residu  |
| 4. bicarbonaathoudend                          | meer dan 600 mg/l bicarbonaten  |
| 5. sulfaathoudend                              | meer dan 200 mg/l sulfaten  |
| 6. chloridehoudend                             | meer dan 200 mg/l chloriden   |
| 7. calciumhoudend                              | meer dan 150 mg/l calcium   |
| 8. magnesiumhoudend                            | meer dan 50 mg/l magnesium  |
| 9. fluorhoudend                                | meer dan 1 mg/l fluor   |
| 10. ijzerhoudend                               | meer dan 1 mg/l tweewaardig ijzer   |
| 11. zwak verzuurd                              | meer dan 250 mg/l vrij koolzuurgas  |
| 12. natriumhoudend                             | meer dan 200 mg/l natrium   |
| 13. geschikt voor de bereiding van babyvoeding | gunstig advies van de Hoge Gezondheidsraad  |
| 14. geschikt voor zoutarm dieet                | het gehalte aan natrium bedraagt minder dan 20 mg/l   |
| 15. kan laxerend zijn                          | } deze drie toegeschreven eigenschappen moeten worden aangeleend aan de hand van de in bijlage, punt III.4. bedoelde onderzoeken. |
| 16. kan diuretisch zijn                        |   |
| 17. bevordert de spijsvertering                |   |
|  | Gunstig advies van de Hoge Gezondheidsraad en, eventueel, van de Koninklijke Academie voor Geneeskunde.                           |

In de etikettering en reclame mag van die eigenschappen melding worden gemaakt, uitsluitend wanneer het gaat om natuurlijk mineraal water, met uitzondering evenwel van de toegeschreven eigenschap bepaald onder 13, die eveneens mag voorkomen in de etikettering van en de reclame voor bronwater.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 11 oktober 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,  
F. AERTS